

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif
ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

Rodez, le 13/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SARL CARRIERE DE PERBENCOUS

Perbencous
12170 Durenque

Références : n° 12-CARMIN-2023-11
Code AIOT : 0006803044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2023 dans l'établissement SARL CARRIERE DE PERBENCOUS implanté Perbencous 12170 Durenque. L'inspection a été annoncée le 08/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL CARRIERE DE PERBENCOUS
- Perbencous 12170 Durenque
- Code AIOT : 0006803044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de calcaire située au lieu dit "Perbencous" sur la commune de Durenque, autorisée au bénéfice de M. Francis CRANSAC pour 30 ans par arrêté préfectoral n° 981889 en date du 14/08/1998, a fait l'objet d'un changement d'exploitant au bénéfice de SARL MOULY – REY représentée par M. Damien REY par arrêté préfectoral n° 12-2021-07-13-00002 du 13/07/2021. La production annuelle maximale est de 7 500 tonnes. La superficie est de 4 ha 45 a. La carrière n'était pas en activité au jour de la visite.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Voirie,
- Eaux de ruissellement,
- Plan topographique,
- Production/phasage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	AMENAGEMENT PRELIMINAIRE	Arrêté Préfectoral du 14/08/1998, article 10	/	Sans objet
2	AMENAGEMENT PRELIMINAIRE	Arrêté Préfectoral du 14/08/1998, article 11	/	Sans objet
3	REGISTRES ET PLANS	Arrêté Préfectoral du 14/08/1998, article 20	/	Sans objet
4	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 14/08/1998, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité majeure susceptible de générer un impact ou des risques importants et ne pouvant être solutionnée rapidement.

L'exploitation produit des matériaux réservés à la taille dans le cadre de construction, de réfection d'habitations et de bâtisses traditionnelles. Il est à noter que le nouvel exploitant étudie l'évolution du marché de la pierre afin d'adapter le phasage et la production. Production qui depuis l'autorisation de 1998 n'a jamais atteint les 4000 tonnes en moyenne annuelle autorisée, la production se situant plutôt autour des 700 tonnes/an. Un porter à connaissance devrait être transmis prochainement.

L'inspection précédente en date du 25 juin 2019 faisait ressortir 2 non-conformités . Une des 2 non-conformités formulées a été prise en compte lors du changement d'exploitant en 2021 (plan d'exploitation à jour), la prise en compte de la seconde non-conformité observée (production bien inférieure à l'autorisation) sera intégrée au porter à connaissance projeté.

Les accès et le site sont entretenus et sécurisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : AMENAGEMENT PRELIMINAIRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/1998, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux de ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un réseau de déviation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone d'exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.
Constats : La carrière est en crête mais nécessite sur une partie du sommet, un fossé de dérivation des eaux de ruissellement extérieures à la carrière. Celui-ci existe. Le site ne compte pas de bassin, les eaux de ruissellement sont drainées vers un point bas du site et s'infiltrant dans le sol.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : AMENAGEMENT PRELIMINAIRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/1998, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Voirie publique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. La contribution de l'exploitant à l'aménagement et à la remise en état des voiries est réglée conformément aux dispositions de la loi du 22 juin 1989 susvisée.
Constats : L'unique accès au site donne sur la RD 522. La voirie est en bon état et dégagée. Il est à noter que le site de la carrière est située en pleine campagne dans un environnement à caractère agricole et de pâturage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : REGISTRES ET PLANS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/1998, article 20
Thème(s) : Situation administrative, Plan topographique d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1000** ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent : -les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci, -les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs, -les côtes NGF des différents points significatifs, -les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés.
Constats : Le plan d'exploitation présenté par l'exploitant comporte les indications prescrites (pied de fronts, haut de fronts, limite, côtes ...). Le plan topographique du porter à connaissance projeté mettra en évidence les aménagements présents sur le site (zone étanche, circulation...)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/1998, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La production moyenne annuelle est de 4 000 tonnes et le rythme de production n'excède pas l'équivalent d'une production annuelle de 7 500 tonnes.
Constats : La production 2022 s'élève à 186t, soit une production bien inférieure aux 7500t maximum autorisées (exploitation par campagne au besoin). Il est à noter que depuis l'autorisation de 1998, la production n'a jamais atteint le tonnage minimum autorisé de 4000 tonnes, celle-ci se situant plutôt autour des 700 tonnes.
Observations : Le nouvel exploitant étudie actuellement l'évolution du marché de la pierre, afin de produire un porter à connaissance réaliste en matière de production et de phasage. Dans son porter à connaissance, l'exploitant prendra également en compte si d'autres aménagements sont projetés (base de vie, sanitaires, accès à l'eau, l'électricité...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet